

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



Décembre 2024

BONJOUR

INTRODUCTION

L'annonce de taxes douanières de 25% bientôt imposées aux produits canadiens par le futur président américain Donald Trump est une véritable douche froide pour l'économie canadienne. De l'autre côté de la frontière, les promesses économiques et financières de Trump soulèvent une vive inquiétude : la plupart des analystes s'attendent à ce qu'elles aient pour conséquence un vif regain de l'inflation aux États-Unis. En Europe, l'économie est d'ores et déjà jugée « fragile » et promet d'être encore plus fragilisée par l'incertitude géopolitique que promet de déclencher le retour de Trump à la Maison Blanche. Le Royaume-Uni redoute de tomber en récession, si jamais une guerre commerciale en venait à être déclenchée avec les États-Unis. Quant à la Chine, S&P Global estime que sa croissance économique est appelée à se réduire comme peau de chagrin dans les années à venir en raison des tensions commerciales existantes et à venir avec les États-Unis.

Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

En novembre, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur passer de 1.3820 à 1.4124. Le dollar canadien a souffert face au dollar américain à la suite de l'élection du républicain Donald Trump, tombant à son plus bas niveau en quatre ans.

Selon les analystes de la banque d'investissement Jefferies, le huard pâtit d'ores et déjà des mesures promises par le 47e président américain, qui entrera en poste en janvier 2025. « L'imposition de nouvelles taxes douanières – de l'ordre de 25% pour le Canada, a affirmé Trump après son élection –, ou encore la baisse d'impôts pour les entreprises américaines, sont autant de vents contraires pour l'économie canadienne. Et ceux-ci vont sûrement aggraver les faiblesses actuelles du Canada (croissance anémique, coup de frein à l'immigration, marché du travail amorphe, etc.) », notent-ils dans une étude où il est souligné que « la tendance ne s'inversera pas de sitôt ».

L'inflation a repris de la vigueur, passant de 1.6% en septembre à 2% en octobre, selon Statistique Canada. Ce bond découle principalement de la moindre baisse des prix de l'essence (-4,0%) et de l'accélération des prix des aliments achetés en magasin (+2,7 %). Il ne devrait toutefois pas décourager la Banque du Canada d'abaisser son taux directeur, le 11 décembre prochain. « Étant donné la faible dynamique de l'économie canadienne, nous nous attendons à ce que taux directeur soit diminué de 50 points de base en décembre », disent Nathan Janzen et Abbey Xu, économistes de la Banque Royale du Canada (RBC), en précisant que le revers de la médaille de ce soutien à l'économie canadienne est le « risque d'affaiblir davantage le huard par rapport au billet vert ».

Les entreprises canadiennes doivent par conséquent s'attendre à vivre des temps difficiles, notamment en raison du fait que leurs coûts sont appelés à s'élever considérablement. Une étude de la Banque de développement du Canada (BdC) montre en effet que 75% des PME canadiennes disent souffrir des dernières hausses de coûts, l'Indice des prix des produits industriels (Ippi) ayant bondi de 35% entre 2020 et 2022. Et surtout, que 71% d'entre elles estiment que la tendance ira en s'aggravant dans les trimestres et les années à venir. En cause, non pas les coûts des intrants, susceptibles de diminuer légèrement, mais plutôt ceux de l'énergie : « Selon toute vraisemblance, les phénomènes météorologiques extrêmes et autres crises géopolitiques vont aller en s'accroissant, et cela aura un impact significatif sur les prix de l'énergie », affirment les analystes de la BdC.



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY a bondi en novembre de 103.37 à 108.07. Cela s'explique en grande partie par l'élection du 47e président des États-Unis, dont les promesses économiques semblent a priori bénéfiques pour les entreprises américaines (nouvelles taxes douanières, baisse d'impôts pour les entreprises, relance de l'emploi industriel, etc.). Donald Trump et ses conseillers économiques affirment que nous allons ainsi assister à une « formidable relance » de l'économie américaine dès son arrivée en poste, en janvier prochain.

Toutefois, la plupart des analystes sont sceptiques. Avant les élections, 82.5% des experts pensaient que la Réserve fédérale (Fed) baisserait ses taux directeurs de 25 points de base (pdb) en décembre; juste après, ce pourcentage est tombé à 52%, selon l'outil FedWatch du CME. C'est qu'ils sont convaincus que la politique économique de Trump fera repartir l'inflation.

La majorité des économistes américains ont averti que de nouvelles taxes douanières généralisées pourraient avoir pour effet d'accroître les prix sur un nombre considérable de biens. Ils ont ajouté que l'expulsion massive d'immigrants pourrait inciter les entreprises frappées d'une soudaine pénurie de main-d'œuvre à compenser le ralentissement de leurs affaires par des hausses de prix. Tout cela ferait grimper l'inflation, en plus d'entraver la croissance économique. À la clé, un risque réel de « sombrer dans la stagflation [stagnation de l'activité, inflation des prix] », estime Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan.

Tom Barkin, le président de la Fed de Richmond, a lui-même reconnu le danger qui se profile à l'horizon. « Nous sommes à présent plus vulnérables aux chocs inflationnistes que nous ne l'étions ces dernières années, a-t-il confié au Financial Times. Les promesses de Trump en matière de taxes douanières et d'immigration ont raisonnablement de quoi inquiéter les entreprises, car elles risquent de les contraindre à augmenter leurs prix, et donc à relancer l'inflation. »

Se refusant à spéculer sur l'issue de la réunion de la mi-décembre, Tom Barkin a néanmoins indiqué que la Fed ne devrait pas ajuster préventivement sa politique monétaire en réponse aux changements anticipés de la politique gouvernementale. « Nous ne devrions pas essayer de résoudre le problème avant qu'il ne survienne », a-t-il déclaré.



EUR



ZOOM SUR ▼
L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

La paire EURUSD a vu sa valeur chuter de 1.0930 à 1.0392 en novembre. L'euro a dégringolé à son plus bas niveau depuis un peu moins que deux ans par rapport au billet vert à la suite de l'élection de Donald Trump à la présidence américaine. C'est que ce dernier a promis de rehausser les taxes douanières dès son entrée en poste en janvier prochain, et le coup promet d'être rude pour l'Europe : les États-Unis sont le premier destinataire mondial des exportations européennes, avec une part de 18.6%, selon Eurostat.

La dégringolade de l'euro s'explique également en partie par le fait que l'économie européenne ne cesse de décevoir. En novembre, l'indice composite des directeurs d'achat de la zone euro, compilé par S&P Global, a ainsi atteint son plus bas niveau depuis 10 mois, à 48.1. (Un score inférieur à 50 traduit une contraction de l'activité).

« Les contre-performances de l'économie européenne ne sont plus maintenant une surprise, mais plutôt la norme depuis sept années consécutives », se désolent les experts de la banque d'investissement JPMorgan. Ils sont devenus si pessimistes quant à l'avenir de l'Europe qu'ils prévoient la parité pour l'EURUSD « d'ici le premier trimestre de 2025 ».

Les experts de la Banque centrale européenne (BCE) semblent être sur la même longueur d'onde. Dans leur dernière note Financial Stability Review, ils martèlent que l'économie de la zone euro est non seulement « fragile », mais aussi « chahutée par l'incertitude géopolitique », due entre autres à des tensions avivées sur les plans politique et commercial avec les États-Unis et la Chine.

Ils redoutent que les PME et les ménages à faibles revenus ne rencontrent sous peu des difficultés financières telles que le secteur immobilier en pâtisse directement. « Si jamais l'immobilier en venait à montrer des signes de défaillance, notamment l'immobilier commercial, nombre de banques et de fonds d'investissement pourraient être mis en danger », estiment-ils.

Et pour conclure : « La vulnérabilité de la stabilité financière de la zone euro est à présent élevée ».



GBP



ZOOM SUR ▼
LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

Le mois dernier, la paire GBPUSD a enregistré une baisse majeure, passant de 1.3047 à 1.2487. Contrairement à ce qu'avaient anticipé la plupart des analystes, l'économie britannique s'est contractée en septembre, de 0.1%, selon l'Office for National Statistics (ONS). Le troisième trimestre n'a ainsi connu qu'une progression de 0.1%, en baisse par rapport à la croissance de 0.5% du deuxième trimestre.

Il s'agit là d'un premier revers pour Rachel Reeves, la ministre des Finances, qui avait promis que l'arrivée au pouvoir des Travaillistes allait immédiatement se traduire par une relance économique. « L'amélioration de la croissance économique est au cœur de tout ce que je cherche à réaliser, c'est pourquoi je ne suis pas satisfaite de ces chiffres », a d'ailleurs reconnu la principale intéressée.

En vérité, la croissance est devenue anémique au Royaume-Uni. Le produit intérieur brut (PIB) n'a crû que de 3% depuis la fin de 2019, et le PIB par habitant n'a pas augmenté en termes annuels depuis 2022. Seule l'Allemagne, durement touchée par la flambée des coûts de l'énergie après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a fait pire parmi les plus grandes économies avancées.

Selon Sanjay Raja, économiste en chef, Royaume-Uni, de la Deutsche Bank, la route promet d'être « cahoteuse » pour le Royaume-Uni, dans les trimestres à venir. Il considère que la hausse des impôts sur les entreprises annoncée dans le budget présenté par Mme Reeves pourrait affecter les investissements et l'embauche dans le secteur privé « dès le début de 2025 », et enclencher une contraction de l'économie du pays. À cela s'ajoute le fait que le futur occupant de la Maison Blanche risque fort de créer des tensions avec le Royaume-Uni telles que « le spectre d'une guerre commerciale se profile d'ores et déjà à l'horizon », lance Sanjay Raja. Dans l'éventualité où un tel scénario se produirait bel et bien, le Centre for Economics and Business Research (CEBR) a averti que le PIB britannique pourrait reculer brutalement de 0.9%, et par suite entraîner le pays dans la récession.



CNH



ZOOM SUR ▼
LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

La paire de devises USDCNH a connu en novembre une embellie de 7.0855 à 7.2578. L'activité des usines demeure atone en Chine : l'indice PMI du secteur manufacturier est tout juste revenu en terrain positif en octobre, à 50.1, selon le Bureau national des statistiques (BNS) ; il était inférieur à 50 depuis mai dernier. (Un score inférieur à 50 traduit une contraction de l'activité, et un score supérieur, une expansion).

Ainsi, la valeur ajoutée industrielle de la Chine – la différence entre les revenus totaux et le coût total des intrants (main-d'œuvre, matériaux, etc.) – n'a progressé en glissement annuel que de 5.3% en octobre ; le mois précédent, la progression avait été de 5.4%. L'industrie minière n'a, elle, connu qu'une hausse de 4.6%. « C'est le signe évident que l'économie chinoise n'est pas en pleine forme », dit Wang Zhe, analyste du groupe médiatique chinois Caixin. Un indicateur économique semble de mauvais augure pour les mois à venir : les importations ont carrément diminué en octobre de 2.3%, à 213.8 milliards USD. Selon Wang Zhe, cette baisse prononcée peut être le signe que les entreprises chinoises anticipent « un prochain ralentissement » de leur activité, et donc une « aggravation » de leur situation financière.

C'est que la Chine souffre grandement de la faiblesse de la demande intérieure. De janvier à octobre, le total des ventes au détail s'est élevé à 5.46 milliards USD, en hausse de seulement 3.5% sur un an, selon le BNS. Mais surtout, la Chine peine à relancer ses exportations, ces dernières n'ayant connu qu'une hausse de 2.4% en septembre. Un seul pays se montre aujourd'hui friand des biens chinois, c'est la Russie, qui a fait le choix de tourner le dos aux pays occidentaux depuis son invasion de l'Ukraine : rien qu'en octobre, les exportations chinoises vers la Russie ont bondi de 27%, selon les calculs de CNBC basés sur des données officielles.

Au début de 2025, l'économie chinoise va devoir faire face à une tempête annoncée. Donald Trump a en effet promis d'imposer une taxe douanière « pouvant aller jusqu'à 60% » sur tous les biens importés de Chine. Le choc promet d'être dévastateur : la firme d'analyse financière S&P Global s'attend maintenant à ce que le PIB de la Chine n'augmente que de 4.1% en 2025 et de 3.8% en 2026, soit respectivement 0.2 et 0.7 point de pourcentage de moins que ses projections de septembre. « Nous avons la conviction que la politique commerciale de Donald Trump va sérieusement brouiller le paysage économique dans la région Asie-Pacifique, et affecter en premier lieu la Chine », expliquent les experts de S&P Global.



COMMO



ZOOM SUR ▼ LE GAZ NATUREL

PLUS DE DÉTAILS

À la fin de l'année, le prix du gaz naturel a atteint un sommet d'un an, le contrat de décembre ayant clôturé à 3.409 USD par million d'unités thermiques britanniques (mmBtu). Cela correspond à une progression de près de 14% en douze mois. La hausse s'explique en grande partie par l'arrivée du froid aux États-Unis, en particulier dans l'Ouest américain, après un automne exceptionnellement doux. La chute attendue des températures, couplée à une vague de froid anticipée dans le Midwest, devrait stimuler la demande de gaz pour le chauffage.

En Europe, le contrat à terme TTF néerlandais, référence pour le continent, a bondi de plus de 35% depuis le début de l'année, atteignant 48.303 euros par mégawattheure (MWh). Cette augmentation, bien que partiellement liée à l'arrivée de l'hiver, est surtout attribuée à des facteurs géopolitiques, à l'image de la récente intensification de la guerre en Ukraine. Les prix sont devenus si élevés en Europe que de plus en plus de pays européens s'approvisionnent davantage en gaz américain. Pour répondre à la demande d'exportation en hausse, nombre de producteurs de gaz américains ont déclaré dans leurs résultats du 3^e trimestre qu'ils entendaient augmenter leur production au 4^e trimestre et tout au long de 2025.

Cette déclaration va d'autant plus sûrement se concrétiser que Donald Trump, le futur président des États-Unis, a promis de déclarer l'état d'urgence énergétique, dès le premier jour de son mandat. Il devrait ainsi lever la pause décrétée par son prédécesseur Joe Biden sur les nouveaux permis d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), en les approuvant sans tarder. Il veillerait également à accélérer les permis de forage sur les terres fédérales et à rouvrir rapidement les plans de forage quinquennaux au large des côtes américaines pour inclure davantage de ventes de baux. Parmi les projets retardés par Biden, par souci environnemental, figurent CP2 de Venture Global ainsi que Commonwealth LNG et le complexe Lake Charles d'Energy Transfer, tous situés en Louisiane.

Résultat? Les exportations américaines de GNL devraient passer de 13 milliards de pieds cubes par jour (Bcf/j) en 2024 à 17 Bcf/j en 2025, selon les analystes de la Bourse de Londres (LSEG). Et les experts de l'Agence d'information sur l'énergie (EIA), qui dépend du département de l'Énergie des États-Unis, estiment que la hausse annoncée des exportations devrait, elle, entraîner « une hausse de plus de 40% des prix du gaz naturel en 2025 ».





La « mafia du saumon » sévit au Chili

Au Chili, la police judiciaire a récemment procédé à l'arrestation de 11 membres d'une organisation criminelle locale qui s'étaient fait une spécialité d'un tout nouveau genre : le vol et le trafic de saumon. Les criminels, armés d'armes à feu, avaient notamment attaqué un entrepôt frigorifique et menacé ses employés dans la ville portuaire de San Antonio, avant de s'enfuir à bord de trois camions transportant un total de 76 palettes de filets de saumon d'une valeur estimée à 655 190 USD.

Les voleurs revendaient les saumons volés surtout à l'étranger. Le vol de saumon coûte au Chili quelque 80 millions USD chaque année si bien que le gouvernement chilien travaille à établir des sanctions plus sévères pour ce crime.

Source : The Economist

Lien : [ICI](#)

Sale temps pour le tourisme aux États-Unis

Les voyagistes américains, de Marriott International à Booking Holdings, réduisent leurs budgets et leurs effectifs en vue de l'année prochaine. Ainsi, l'opérateur hôtelier Marriott a annoncé qu'il sabrerait ses coûts annuels de 80 à 90 millions USD et qu'il licencierait plus de 800 employés au premier trimestre de 2025.

Les coupes budgétaires touchent, en fait, l'ensemble du secteur américain du tourisme, des hôtels aux agences de réservation de voyages en passant par les complexes touristiques. Elles découlent essentiellement du fait que la demande de voyages d'agrément de la part des voyageurs à revenus faibles et modérés est en chute libre.

Source : Yahoo! Finance

Lien : [ICI](#)

” LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

